

Brochure n° 3251

Convention collective nationale

IDCC : 1517. – **COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRES**

**Antiquités, brocante, galeries d'art (œuvres d'art),
arts de la table, coutellerie, droguerie,
équipement du foyer, bazars, commerces ménagers,
modélisme, jeux, jouets, périnatalité et maroquinerie**

AVENANT DU 13 AVRIL 2017

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 9.2 DU CHAPITRE I^{ER} « CLAUSES GÉNÉRALES »

NOR : ASET1750609M

IDCC : 1517

Entre

SNCAO

SNAN

CSNEDT

CPGA

FNDMV

CSNEFBM

CSMM

FFDDEFB

FCSJPE

CDNA

D'une part, et

FNECS CFE-CGC

CSFV CFTC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires, et afin de garantir la qualité du dialogue social au sein de la branche, les parties conviennent de modifier le nombre d'heure de préparation des réunions paritaires comme suit.

TITRE I^{ER}

MODIFICATION DE L'ARTICLE 9.2 « PRÉPARATION DES RÉUNIONS », DU CHAPITRE I^{ER} « CLAUSES GÉNÉRALES » DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES COMMERCE DE DÉTAILS NON ALIMENTAIRES

L'article 9.2 est modifié comme suit :

« Article 9.2

Préparation des réunions

Le chef d'entreprise est tenu de laisser au salarié le temps nécessaire à l'exercice de cette fonction.

Les salariés participant aux négociations dans le cadre des commissions mixtes ou paritaires bénéficient d'un crédit d'heures pour préparer les réunions :

- 2 heures pour préparer une réunion de 1 demi-journée ;
- 4 heures pour préparer une réunion d'une journée.

Cette prise en charge est limitée par réunion :

- à trois représentants maximum par organisation syndicale ;
- et à deux représentants maximum d'une même organisation syndicale par entreprise. »

TITRE II

DISPOSITIONS FINALES

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur à compter de sa signature.

Dépôt et Notification

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 13 avril 2017.

(Suivent les signatures.)